

Gestion d'un chantier HQE

Dans le cadre de la réalisation proprement dite des travaux de premier établissement, nous proposons la mise en place d'une « Charte Chantier Vert » décrivant nos engagements pris en matière HQE vis-à-vis de l'Autorité Délégante, et que nous ferons respecter également aux entreprises réalisatrices.

Nous vous présentons ci-après le contenu de la « Charte Chantier Vert ».

ARTICLES DE LA CHARTE

ARTICLE 1 : DEFINITION DES OBJECTIFS

ARTICLE 2 : SIGNATURE DE LA CHARTE « CHANTIER VERT »

ARTICLE 3 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION

ARTICLE 4 : ORGANISATION DU CHANTIER

ARTICLE 5 : CONTROLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE

ARTICLE 6 : INFORMATION DES RIVERAINS

ARTICLE 7 : SENSIBILISATION DU PERSONNEL A LA DEMARCHE CHANTIER VERT

ARTICLE 8 : LIMITATION DES NUISANCES CAUSEES AUX RIVERAINS

ARTICLE 9 : LIMITATION DES RISQUES SUR LA SANTE DU PERSONNEL

ARTICLE 10 : LIMITATION DES POLLUTIONS DE PROXIMITE

ARTICLE 11 : GESTION ET COLLECTE SELECTIVE DES DECHETS

ARTICLE 12 : SECURITE INCENDIE

CHARTER « CHANTIER VERT »

ARTICLE 1 : DEFINITION DES OBJECTIFS

Tout chantier de construction et de rénovation génère des nuisances sur l'environnement proche. L'enjeu de ce "Chantier Vert" est de limiter ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement.

Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du Génie Civil, les objectifs d'un "Chantier Vert" sont de :

- ⇒ Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier,
- ⇒ Limiter les risques sur la santé des ouvriers,
- ⇒ Limiter les pollutions de proximité lors du chantier,
- ⇒ Limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge.

ARTICLE 2 : SIGNATURE DE LA CHARTE « CHANTIER VERT »

La charte chantier «vert» est signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier.

ARTICLE 3 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier (sous-traitants, intérimaires...) s'engagent à respecter la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4 : ORGANISATION DU CHANTIER

Un plan délimitant les différentes zones et précisant les modalités d'organisation est mis au point lors de la phase préparatoire du chantier.

Article 4.1 : Propreté du chantier

Lors de la préparation du chantier, sont définies et délimitées les différentes zones du chantier :

- stationnements,
- cantonnements,
- aires de livraison et stockage des approvisionnements,
- aires de manœuvres des grues et engins divers,
- aires de tri et stockage des déchets,

- des moyens sont mis à disposition pour assurer la propreté du chantier et limiter les pollutions (bacs de rétention, protection par filets des bennes pour le tri des déchets...),
- le nettoyage des cantonnements intérieurs et extérieurs, des accès et zones de passage, des zones de travail, est effectué régulièrement,
- le brûlage des déchets de chantier est interdit.

Article 4.2 : Stationnement des véhicules du personnel de chantier

Le stationnement des véhicules du personnel devra être réduit et optimisé afin de produire le moins de gêne ou nuisance dans les rues voisines.

Article 4.3 : Accès des véhicules de livraison

Les approvisionnements seront planifiés sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage.

ARTICLE 5 : CONTRÔLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE

Un responsable «chantier vert» identifié au sein de l'équipe des entreprises sera désigné au démarrage du chantier. Il travaillera en étroite collaboration avec le maître d'ouvrage. Il devra être présent sur le chantier pendant toute la durée de son intervention. Il transmettra les informations auprès du maître d'ouvrage.

Il organisera l'accueil des entreprises et notamment :

- l'information et la sensibilisation du personnel des entreprises,
- la signature de la charte chantier vert par tous les intervenants,
- le contrôle de la bonne compréhension des règles du chantier.

Il effectuera le contrôle des engagements contenus dans la charte chantier vert :

- propreté du chantier,
- exécution correcte des procédures de livraison,
- non dépassement des niveaux sonores annoncés dans la charte,
- exécution correcte du tri des déchets sur le chantier (suivi des filières de traitement et des quantités des déchets),
- Un bilan mensuel devra être établi.

ARTICLE 6 : INFORMATION DES RIVERAINS

Une information permanente sur la nature des travaux, leurs avancements et les bonnes pratiques mises en place sera disponible auprès du responsable chantier vert.

ARTICLE 7 : SENSIBILISATION DU PERSONNEL A LA DEMARCHE CHANTIER VERT

L'information du personnel sera réalisée au travers de la prise de connaissance et l'engagement au respect de la présente charte.

ARTICLE 8 : LIMITATION DES NUISANCES CAUSEES AUX RIVERAINS

Article 8.1 : Niveau acoustique en limite de chantier

Le niveau sonore maximum des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10m de l'engin et de l'outil, ce qui correspond à un niveau de puissance sonore de l'engin à la source de 115 dB(A).

Article 8.2 : Limitation des émissions de poussières et de boue

Le matériel de ponçage utilisé sera muni d'un aspirateur. Le chantier fera l'objet de nettoyage régulier.

Des arrosages réguliers du sol seront pratiqués afin d'éviter la production de poussières.

ARTICLE 9 : LIMITATION DES RISQUES SUR LA SANTE DU PERSONNEL

Article 9.1 : Niveaux sonores des outils et des engins

Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil.

Article 9.2 : Risques sur la santé liés aux produits et matériaux

Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité, celle-ci devra être fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions y figurant devront être respectées. Une copie de chaque fiche sera conservée dans un classeur spécifique sur le chantier.

Article 9.3 : installations sanitaires

L'installation et l'entretien de sanitaires à destination du personnel sont obligatoires.

ARTICLE 10 : LIMITATION DES POLLUTIONS DE PROXIMITE

Article 10.1 : Eaux de lavage

Des bacs de rétention seront mis en place pour récupérer les eaux de lavage des outils et bennes.

Des installations fixes de récupération des eaux de lavage des bennes à béton seront mises en place. Après une nuit de sédimentation, chaque matin, l'eau claire sera rejetée et le

dépôt béton extrait des cuves de décantation jeté dans la benne à gravats inertes.

Article 10.2 : Huiles de décoffrage

L'huile végétale sera systématiquement privilégiée, sinon les quantités d'huile minérale mises en œuvres limitées au strict nécessaire.

ARTICLE 11 : GESTION ET COLLECTE SELECTIVE DES DECHETS

Article 11.1 : Limitation des volumes et quantités de déchets

La production de déchets sera réduite à la source à son maximum :

- par le choix des systèmes constructifs privilégiant les composants préfabriqués, calepinage...) générateurs de moins de déchets,
- en préférant la production de béton hors du site,
- en privilégiant la préfabrication en usine des aciers.

Les déchets de polystyrène doivent être réduits à leur maximum par la réalisation des boîtes de réservation utilisant d'autres matériaux.

Les chutes de bois sont limitées autant que possible par la généralisation de coffrages métalliques et par le retour aux fournisseurs des palettes.

Article 11.2 : Modalités de la collecte

La collecte des déchets s'organise de la manière suivante :

- signalisation des bennes et points de stockage
- repérage des bennes par des logotypes facilement identifiables.

1 aire de stockage centralisera l'ensemble des déchets :

- benne ou emplacement matérialisé pour le bois,
- benne ou emplacement matérialisé pour métaux non ferreux et stockage du fer,
- benne ou conteneur pour le papier et le carton,
- benne pour les déchets industriels banals (DIB),
- benne déchets inertes : béton / ciment, maçonnerie brique, plâtre...
- bag déchets industriels spéciaux solides,
- bag déchets industriels spéciaux liquides.

Les bennes mises en place seront fonction des besoins et de l'avancement du chantier.

L'acheminement des déchets se fera vers les filières qui seront recherchées à l'échelle locale :

- bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage,

- déchets métalliques : ferrailleur,
- bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités,
- déchets verts : compostage (étudier la possibilité avec la ville),
- plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première, incinération, décharge de classe I ou classe II,
- peintures et vernis : tri et incinération ou décharge de classe I,
- divers (classé en déchets industriels banals) : compactage et mise en décharge de classe II.

Article 11.3 : Modalité de suivi des déchets

Les modalités de suivi des déchets seront les suivantes :

- tenue d'un registre des déchets de chantier précisant la nature, volume et tonnage, date de transport, destruction, valorisation et coût,
- la présentation des justificatifs de valorisation.

Le responsable «chantier vert» assurera la gestion des déchets.

ARTICLE 12 : SECURITE INCENDIE

Les consignes sécurité incendie doivent être affichées dans les locaux de chantier. Elles doivent être respectées par toutes personnes présentes sur le chantier.

SIGNATAIRES DE LA CHARTE

ENTREPRISE	SIGNATURE	DATE	COORDONNEES